

VOUS INFORMENT ET VOUS PROPOSENT DE
CONTRESIGNER CETTE PROPOSITION

Le Conseil d'Administration du 13 juin a adopté l'EPRD 2008 (Etat Prévisionnel Recettes Dépenses) par 26 voix Pour, 22 Contre, 1 Blanc, 1 Abstention.

Aux revendications d'effectifs des personnels, le Directeur Général n'a apporté aucune réponse concrète et a expliqué lors de ce CA : « *Nous sommes dans la dernière année du plan d'économies de 240 millions d'euros et c'est dans ce contexte que nous discutons et qu'a lieu le vote de l'EPRD 2008* ». Rappelons que le plan d'économies est imposé par le gouvernement aux hôpitaux de l'AP-HP depuis 2003 avec des conséquences dramatiques pour les personnels et les malades.

Alors que de nombreux lits sont fermés du fait de ce manque de personnels, il faudrait encore en supprimer plus de 2000 pour réaliser le plan d'économies de 45 millions d'euros. En 2007, 43,4 millions d'euros d'économies ont été réalisées soit l'équivalent de 2100 postes.

Plus de 2000 postes à supprimer alors que dans tous les services, bureaux, ateliers,... les personnels sont au bord de la rupture, voir déjà en rupture, du fait de ce manque de personnels organisé, aggravant par là même leurs conditions de travail et destructurant encore plus leur vie de famille déjà bien malmenée (mise en place de la grande équipe, non respect des 12 heures entre chaque prise de service, horaires décalés, report des congés annuels, RS, RTT,... suppression des repos, ... changements d'horaires, de roulement,...).

Plus de 2000 postes à supprimer alors qu'il y a 3500 postes vacants non pourvus, que les départs à la retraite pour toutes les catégories ne sont pas remplacés, que les postes statutaires sont supprimés, que se généralisent les emplois contractuels dont on ne renouvelle pas le contrat au bout de 3 et 5 mois et qu'on refuse d'intégrer à l'AP alors que l'on a besoin d'eux pour faire tourner les services (en 2007, il y a eu plus de 18% de CDD par rapport à 2006 et cela équivaut à 3366 emplois en année pleine),... que l'AP-HP doit aux agents 1,5 millions de jours soit l'équivalent de 6 à 7000 postes. **Le budget voté pour 2008 va aggraver la situation. Ce n'est plus possible. Comment allons-nous soigner les malades ?**

Lors de ce Conseil d'Administration, Mr Leguen représentant Mr Delanoé, Maire de Paris a voté contre le budget 2008 et nous nous en félicitons. Il a notamment expliqué que la mise en œuvre de la tarification à l'activité (T2A) mettait en difficultés financières les hôpitaux.

Nous sommes en accord sur ce point avec Mr Leguen. D'ailleurs, lors de la présentation du budget, il a été indiqué que la baisse de 3,7% des tarifs au 1^{er} janvier 2008 allait engendrer un déficit de recettes de 127 millions d'euros venant s'ajouter aux 45 millions d'économies à réaliser et qui vont encore aggraver le fonctionnement des hôpitaux.

Mr Leguen, a déclaré fort justement lors du CA, que la tarification à l'activité étrangle les hôpitaux. On ne peut plus soigner correctement les malades du fait du manque de personnels, les personnels n'en peuvent plus et le budget 2008 prévoit la suppression d'au moins 2000 postes. C'est inadmissible alors qu'on a besoin d'embauche et qu'il faut stagiairiser les contractuels.

Alors Mr Leguen, en tant que Président du Conseil d'Administration de l'AP-HP « interpellez et exigez de Madame Bachelot, Ministre de la santé » un budget complémentaire de 127 millions d'euros afin de compenser les effets négatifs de la T2A. Ce qui est inacceptable à Carhaix qui amène la population avec les élus à défendre leur hôpital n'est pas plus acceptable pour les hôpitaux de l'AP-HP dont les missions sont de répondre aux besoins de santé de la population de Paris et de la région parisienne.

